



Communiqué de presse Elections européennes : Toutes et tous concerné.es"

Les résultats des élections européennes auront des conséquences importantes sur la vie quotidienne des salarié.es tant du secteur public que du secteur privé, en activité, privé.es d'emploi ou en retraite.

Le choix de politiques publiques favorisant l'investissement dans l'éducation, la recherche, la formation, l'emploi de qualité, la transition écologique, le renforcement des droits sociaux, l'égalité entre les femmes et les hommes, ou au contraire l'ouverture à une concurrence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, la priorité à la recherche du profit et à la réduction de l'endettement des Etats au détriment de l'investissement dans les services publics ou d'intérêt général conditionnent l'existence de millions de travailleurs et de travailleuses en France et dans les pays de l'UE.

A moins d'un mois du scrutin, les listes d'extrême droite cumulent près de 40 % des intentions de vote. Cela confirme l'enracinement inquiétant des partis d'extrême droite dans le paysage politique français. L'extrême droite, le RN en tête, a su profiter du désespoir social né des politiques néolibérales menées ces trente dernières années, en particulier dans le cadre européen posé par exemple par le traité de 2005. De plus, depuis 2022, Emmanuel Macron a fait plus que légitimer ces partis et ces idées. Il les a banalisés en jouant aux apprentis sorciers avec la démocratie par exemple à l'occasion de la loi immigration en décembre 2023.

Pourtant, tout montre que derrière un vernis de prétendue respectabilité, l'extrême droite reste raciste et xénophobe. Elle est l'ennemie du monde du travail, des libertés publiques et de la démocratie au Parlement européen. Le RN a été un soutien constant des régimes autoritaires. Il a aussi voté contre la reconnaissance des mariages homosexuels. Dans son programme pour l'élection de juin prochain, le RN ne dit pas un mot des questions environnementales sauf pour refuser toutes les normes ou pour reprocher à l'écologie d'être « punitive ». Dans les villes gérées par le RN, contrairement à ses discours prétendument sociaux, les politiques sociales sont démantelées. En Italie, l'extrême droite au pouvoir, ne fait pas mystère de sa volonté de s'en prendre à l'IVG. Par ailleurs, l'abstention est une nouvelle fois annoncée à un niveau très élevé, donnant le sentiment que les questions européennes sont éloignées du quotidien des électeurs et que la notion de démocratie représentative perd de son sens pour un nombre croissant de citoyens. Crise économique et sociale qui perdure depuis 35 ans, choix de l'austérité par la commission européenne... les explications à l'abstention sont nombreuses et se cumulent. Pourtant, c'est bien par le vote et donc, par une participation massive, que chacun-e peut contribuer à faire entendre et porter sa voix à l'heure où l'Europe est plus que jamais à la croisée des chemins, du fait des enjeux climatiques, des défis sociaux, du contexte géopolitique et des guerres.

Au regard des positions hostiles à la nécessaire rupture écologique, à la défense et à la promotion de la paix, aux droits des salarié.es, à l'égalité femme homme, au droit des femmes à l'accès à l'IVG, à un accueil humain et digne des migrant.es qui sont celles des partis d'extrême droite, ainsi que du risque qu'ils représentent pour les libertés démocratiques, la FSU se mobilise et appelle à empêcher leur victoire le 9 juin.

C'est dans cet objectif que la FSU, en toute indépendance, et consciente de ses responsabilités, encourage et incite à participer massivement au vote pour les élections au Parlement Européen du dimanche 9 juin.

Bagnolet, le 14 mai 2024